

**ETABLI DANS LE CADRE DU CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC
D'EXPLOITATION DU CAMPING MUNICIPAL « LES PRES HAUTS »**

DELIVRE PAR LA COMMUNE DE SISTERON (04200)

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

1°) – La société CPH CAMPING PRES HAUTS, société par actions simplifiée au capital social de 20.000,00 €uros, dont le siège social est situé sis Camping Les Prés Hauts, 44 Chemin des Prés Hauts, 04200 SISTERON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MANOSQUE sous le numéro 901 110 270, représentée par M. Franck VELAY agissant et ayant les pouvoirs nécessaires en tant que président,

Ci-après dénommée « l'Entrepreneur principal »,

DE PREMIERE PART,

ET :

2°) – La société LA BONNE ADRESSE, société par actions simplifiée au capital social de 1.000,00 €uros, dont le siège social est situé sis Clot Peouilloux, 05290 PUY SAINT VINCENT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de GAP sous le numéro 904 656 204, représentée par M. Sébastien PARY agissant et ayant les pouvoirs nécessaires en tant que président,

Ci-après dénommée « le Sous-traitant »,

DE SECONDE PART.

Ci-après dénommées ensemble « les Parties ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Selon convention en date du 1^{er} octobre 2021, la Commune de SISTERON (04200) (**ci-après dénommée également « l'Autorité concédante »**) a confié à la société CPH CAMPING PRES HAUTS la concession de service public relative à l'exploitation du camping municipal « Les Prés Hauts » de la ville de SISTERON, situé sis 44 Chemin des Prés Hauts, 04200 SISTERON, par voie d'affermage concessif (**ci-après dénommée le « Contrat de concession »**)

Ce contrat octroie notamment à l'Entrepreneur principal le droit exclusif d'exploiter les missions dans les limites du périmètre de la concession, à savoir le camping lui-même dont les installations sont décrites dans le contrat de concession susvisé, ce service s'étendant automatiquement à tous les ouvrages présents ou à construire à l'intérieur du périmètre.

Le contrat de concession de service public a pris effet à compter du 1^{er} octobre 2021 pour se terminer le 31 octobre 2035.

Il est notamment indiqué à l'article 2 du contrat de concession de service public susvisé que :

« SOUS-TRAITANCE »

Le Concessionnaire peut sous-traiter à des tiers une partie des missions qui lui sont confiées, après acceptation du sous-traitant par la Collectivité, à la condition expresse qu'il conserve l'entière responsabilité du service.

Les contrats conclus par le Concessionnaire avec des tiers ne peuvent, en aucun cas, excéder la durée de la présente convention.

Tous les contrats passés par le Concessionnaire avec des tiers doivent comporter une clause réservant à la collectivité ou à toute autre personne désignée par elle, la faculté de se substituer au Concessionnaire dans le cas où il serait mis fin au contrat, pour quelque cause que ce soit.

Pendant la durée du présent contrat, le Concessionnaire est seul responsable des contrats de fournitures et de services nécessaires au fonctionnement du service délégué. Il les gère librement selon les règles du droit privé et, le cas échéant, dans le respect des dispositions législatives qui leur sont applicables.

L'exploitation ainsi définie interviendra sous l'enseigne « Sites et paysages ».

Dans l'hypothèse d'une évolution substantielle du référentiel de l'enseigne « Sites et paysages » ou dans l'hypothèse où l'exploitation sous cette marque ne s'avérerait plus opportune ou appropriée, les parties peuvent convenir par voie d'avenant de nouvelles modalités d'exploitation ou de référencement. »

La conclusion définitive des présentes est donc conditionnée par l'accord expresse de la Collectivité, qui sera constaté par acte distinct et de donnera pas lieu à réitération distincte, les parties entendant encadrer leurs relations par le seul présent accord.

Dans ce contexte, le la société CPH CAMPING PRES HAUTS, agissant à titre personnel, a souhaité recourir à la sous-traitance pour l'exécution des missions afférentes à l'exploitation de l'espace restauration du camping, incluse dans la délégation de service public susmentionnée, par un acteur économique spécialisé dans ce secteur d'activité, es qualité de Sous-traitant.

C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

Par les présentes, les Parties définissent les modalités selon lesquelles le Sous-traitant exécutera les missions sous-traitées afférentes à l'exploitation de l'espace restauration du camping, incluses dans la délégation de service public consentie par l'Autorité concédante à l'Entrepreneur Principal (**ci-après désignée « Les Missions »**).

Il est à ce titre précisé que le présent contrat a vocation à définir les conditions générales de la collaboration que les Parties souhaitent mettre en œuvre.

ENUMERATION DES MISSIONS SOUS-TRAITEES

Les missions faisant l'objet de la présente sous-traitance est la gestion et l'exploitation de l'espace restauration du Camping LES PRES HAUTS.

DESCRIPTION DES MISSIONS SOUS-TRAITEES

La description détaillée des missions, faisant l'objet des présentes, est la suivante :

- **Gestion générale de l'espace restauration**
 - ✍ Gestion opérationnelle de l'espace restauration du camping (ouverture, exploitation, fermeture) ;
 - ✍ Organisation du restaurant, y compris la mise en place des tables et la gestion des réservations.
- **Service de l'espace restauration**
 - ✍ Préparation et distribution des repas et des boissons au sein de l'espace restauration ;
 - ✍ Gestion des stocks alimentaires, des commandes et des livraisons.
- **Exploitation de la licence IV de débit de boissons**
 - ✍ Jouissance et exploitation effective de la licence IV de débit de boissons ;
 - ✍ Gestion des autorisations et contraintes réglementaires de police spéciale y afférentes ;
- **Gestion du personnel de l'espace restauration**
 - ✍ Recrutement, formation et supervision du personnel travaillant dans l'espace restauration ;
 - ✍ Gestion de la répartition des tâches du personnel, de leur motivation et de leur discipline ;
 - ✍ Planification des horaires et des congés du personnel.
- **Gestion de la relation clientèle de l'espace restauration**
 - ✍ Garantie d'un service clientèle de qualité en répondant aux demandes, en résolvant les problèmes et en veillant à la satisfaction des clients ;
 - ✍ Promotion d'une ambiance conviviale au sein de l'espace restauration et encouragement des retours positifs ;
- **Gestion financière de l'espace restauration**
 - ✍ Gestion budgétaire de l'espace restauration ;
 - ✍ Etablissement de prévisions des revenus et dépenses, surveillance des coûts et optimisation de la rentabilité ;
 - ✍ Gestion des registres comptables de l'espace restauration.

- **Hygiène et sécurité alimentaire de l'espace restauration**

- ↳ Garantie de la fraîcheur des plats préparés et servis, du respect des normes d'hygiène alimentaire, notamment concernant la préparation, la conservation et la manipulation des denrées ;
- ↳ Mise en œuvre des procédures de nettoyage et de désinfection régulières des locaux, équipements, surfaces et ustensiles ;
- ↳ Gestion de la propreté de l'espace restauration et de sa conformité aux normes d'hygiène en vigueur ;
- ↳ Formation du personnel aux bonnes pratiques d'hygiène et à la sécurité alimentaire.

- **Gestion des déchets de l'espace restauration**

- ↳ Mise en place d'un système de tri sélectif des déchets générés par l'activité de l'espace restauration ;
- ↳ Elimination appropriée des déchets alimentaires, des emballages et autres déchets générés par l'activité de l'espace restauration.

- **Communication et promotion de l'espace restauration**

- ↳ Collaboration avec le gestionnaire du camping pour la promotion de l'espace restauration ;
- ↳ Organisation d'événements spéciaux (soirées, promotions, ...) pour favoriser l'attraction des clients vers l'espace restauration ;
- ↳ Gestion de la communication digitale de l'espace restauration (web, réseaux sociaux).

PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent, par ordre de priorité, le contrat et ses annexes.

Les annexes font partie intégrante de ce contrat et ont valeur contractuelle. Toute référence au contrat inclut les annexes.

En cas de contradiction entre les stipulations du contrat et une stipulation d'une annexe, les stipulations du contrat prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs annexes, les annexes prévalent dans leur ordre de numérotation. Toute clause limitative de responsabilité du Sous-traitant est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Dans le cadre du présent contrat, tout délai exprimé en jours s'entend en jours calendaires, à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans les pièces figurant en annexes.

APPLICATION DES DISPOSITIONS LÉGALES ET CONTRACTUELLES

– Acceptation du Sous-traitant et agrément des conditions de paiement

Avant l'exécution des missions objet du présent contrat, et conformément aux prescriptions de l'article 2 du contrat de concession susvisé, doit faire accepter le Sous-traitant par l'Autorité concédante.

L'Entrepreneur principal informe le Sous-traitant de la décision prise par l'Autorité concédante.

L'Entrepreneur principal est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'Autorité concédante, lorsque celle-ci en fait la demande.

Il est expressément convenu entre les Parties que le présent contrat sera résilié de plein droit en cas de refus d'acceptation du Sous-traitant par l'Autorité concédante.

– Lors de la conclusion du présent contrat, le Sous-traitant doit :

- justifier de son immatriculation au registre du commerce et/ou au répertoire des métiers,
- joindre une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an,
- attester sur l'honneur qu'il emploie tous ses salariés conformément aux règles du Code du travail.
- déclarer ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L.3123-1 à L.3123-11 du Code de la commande publique. Le Sous-traitant déclare ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion suscités.
- se conformer en matière de régularité sociale et fiscale aux obligations réglementaires,
- fournir la justification de ses compétences professionnelles, de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières et ses capacités professionnelles et techniques,
- fournir les attestations d'assurances telles que prévues aux présentes.

– Hygiène, sécurité, protection de la santé et des conditions de travail

L'Entrepreneur principal informe le Sous-traitant des dispositions applicables à l'exécution des missions en matière d'hygiène et de sécurité.

Le Sous-traitant, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité dans l'exécution des missions, l'hygiène, la santé et la sécurité de ses travailleurs et la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

Le Sous-traitant doit procéder ou faire procéder sous sa responsabilité aux épreuves et vérifications réglementaires des matériels et consommables qu'il utilise pour l'exécution des missions.

Le Sous-traitant, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur l'exécution des missions à l'égard de son personnel et de celui qu'il a sous son autorité pour leur propre sécurité et celle des tiers du fait de l'exécution des missions.

Le Sous-traitant est responsable de tous les accidents ou dommages causés à toute personne et résultant d'une faute dans l'exécution des missions ou du fait de ses travailleurs.

– Rapport annuel du Concessionnaire

Le Sous-traitant s'engage à fournir à l'Entrepreneur principal, et ce dans les meilleurs délais, toute information juridique, comptable, fiscale, sociale ou de toute autre nature rendue indispensable au Concessionnaire pour l'établissement de son rapport et de son compte rendu technique annuels conformément à l'article 18 du contrat de concession.

– Contrôle exercé par la Collectivité

La Collectivité dispose d'un droit de contrôle permanent sur les conditions techniques, juridiques, financières de l'exécution du présent contrat par le Sous-traitant, et ce dans les mêmes conditions que le contrôle exercé par la Collectivité sur l'Entrepreneur principal, conformément à l'article 19 du contrat de concession, ce que le Sous-traitant reconnaît et accepte expressément.

Ce contrôle comprend notamment :

- Un droit d'information sur la gestion des missions délégué,
- Le pouvoir de prendre toutes mesures prévues par la présente convention lorsque le Sous-traitant ne se conforme pas aux obligations stipulées à sa charge.

– Respect des principes de la République

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République laquelle impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, que cette exécution soit confiée directement par la loi ou par le règlement ou via l'attribution d'un contrat de la commande publique, le Sous-traitant s'engage à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

DUREE

Le présent contrat de sous-traitance est conclu pour une durée déterminée de QUATRE (4) mois à compter du 1^{er} juin 2024, pour se terminer le 30 septembre 2024.

LIAISONS ET COORDINATION

Les transmissions par lettre recommandée avec demande d'avis de réception prévues dans le présent contrat peuvent être remplacées, sauf dispositions légales contraires, par tout autre moyen faisant preuve, précisé dans les Pièces contractuelles.

Le Sous-traitant, dans le cadre de la bonne exécution des missions, doit notamment :

- faire toutes les observations qui lui apparaissent opportunes au regard des règles de son art concernant les missions à exécuter ; rendre compte de toutes les sujétions intéressant l'organisation de l'exécution des missions ;
- aviser immédiatement par écrit l'Entrepreneur principal des observations ou réclamations qui lui seraient directement adressées et d'exécuter tout ordre qui lui serait donné directement par tout autre intervenant que l'Entrepreneur principal ;
- à peine de forclusion, signaler par écrit à l'Entrepreneur principal dans un délai maximum de DIX (10) jours à compter de leur constatation par le Sous-traitant tous les faits qui peuvent justifier une demande ou une réclamation ;
- faire diligence aux contrôles rendus nécessaires pour la bonne exécution des missions ;
- à la demande de l'Entrepreneur principal, le Sous-traitant s'engage à l'assister dans ses réclamations le concernant auprès de l'Autorité concédante ;

Si le Sous-traitant ne respecte pas l'obligation qui lui est faite, l'Entrepreneur principal peut exiger l'exécution des missions par le Sous-traitant ou, à défaut d'exécution, prononcer la résiliation du présent contrat par application de l'article « Résiliation » ci-après.

RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR PRINCIPAL

L'Entrepreneur principal demeure entièrement responsable envers l'Autorité concédante de la bonne exécution des missions sous-traitées, conformément au contrat de concession principal liant ces parties.

RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT

Le Sous-traitant demeure responsable de la bonne exécution des missions sous-traitées envers l'Entrepreneur principal.

Le Sous-traitant est tenu d'une obligation d'alerte auprès de l'Entrepreneur Principal de tout sinistre, risque ou menace, susceptibles d'être de nature à mettre en jeu la responsabilité de ce dernier ou de l'Autorité concédante immédiatement, et ce, dès qu'il en a connaissance.

Dès la prise en charge des installations, le Sous-traitant est responsable de façon exclusive du bon fonctionnement des missions sous-traitées.

En conséquence, tous les ouvrages, installations et équipements des missions sont exploités sous la responsabilité du Sous-traitant conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, aux règles de l'art et au respect des règles de sécurité, dans le souci de garantir la conservation du patrimoine de l'Autorité concédante, la qualité des missions rendues aux usagers, le maintien constant des missions public, les droits des tiers et la préservation de l'environnement.

Le Sous-traitant est tenu de réparer les dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement causés par le fonctionnement des missions et des ouvrages dont il a la charge, tel qu'il est défini dans le présent contrat. Il garantit l'Entrepreneur principal et l'Autorité concédante contre tout recours des usagers, de l'administration ou des tiers.

Le Sous-traitant est tenu, tant vis-à-vis de l'Entrepreneur principal que vis-à-vis des tiers au contrat à l'indemnisation des dommages corporels, matériels et immatériels, qu'il est susceptible de causer lors de l'accomplissement des obligations prévues au présent contrat, y compris par négligence ou imprudence commise par ses agents, préposés ou entreprises sous-traitantes, y compris par défaut d'information de l'Entrepreneur principal, de l'Autorité concédante ou des tiers.

Il s'engage à fournir toutes justifications utiles à l'Entrepreneur principal ou à l'Autorité concédante sur simple demande de celle-ci.

ASSURANCES

Le Sous-traitant doit, pour couvrir ses obligations et ses responsabilités visées ci-dessus, souscrire des polices d'assurance présentant les caractéristiques suivantes :

- Assurance de responsabilité civile : cette assurance a pour objet de couvrir le Sous-traitant des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations et de manière à ce que la responsabilité de la collectivité ne puisse être, en aucun cas, recherchée,
- Assurance de dommages aux biens : cette assurance, souscrite par le Sous-traitant, a pour objet de garantir les biens dont le Sous-traitant a la charge de l'entretien, du renouvellement et de la construction en vertu du présent contrat contre tous les risques assurables dont les risques d'incendie, de dégâts des eaux, d'explosions, de foudre, de fumées, d'accidents causés par des tiers, de mouvements populaires, de dégradation ou de vols, d'actes de terrorisme et d'attentats et de catastrophes naturelles.

Le Sous-traitant présente à l'Entrepreneur principal les diverses attestations d'assurance lors de la conclusion du présent contrat ; elles sont ensuite transmises à l'Autorité concédante avec le rapport annuel.

La production de ces attestations est une condition de validité du présent contrat. Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- Le nom de la compagnie d'assurance,
- Les activités garanties,
- Les risques garantis,
- Les montants de chaque garantie,
- Les principales exclusions,
- La période de validité.

DEFINITION DES BIENS AFFECTES A LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

Biens de collectivité : Biens matériels ou immatériels appartenant à la Collectivité et mis à disposition du Concessionnaire et/ou du Sous-traitant en début ou en cours de contrat. Cette mise à disposition cesse de plein droit en fin de contrat.

Biens du Concessionnaire :

- Bien dédiés au service : biens matériels ou immatériels, acquis, réalisés ou financés dans le cadre de l'exécution du contrat et affectés exclusivement au fonctionnement du service.
- Biens utiles au service : biens matériels ou immatériels appartenant au Concessionnaire et affectés au service sans être indispensables à l'exécution du service.

Biens de retour : sont des biens de retour les biens de la Collectivité mis à disposition du Concessionnaire et/ou du Sous-traitant et les biens du Concessionnaire et/ou du Sous-traitant nécessaires au service public délégué ou réalisés dans le cadre de leurs engagements contractuels. Ils font gratuitement retour à la Collectivité en fin de contrat de Concession.

Biens de reprise : sont des biens de reprise les biens utiles mais non nécessaires au service que la Collectivité a la faculté de reprendre, sans obligation de sa part, en fin de contrat de Concession. Le Concessionnaire et/ou le Sous-traitant ne peuvent s'opposer à la reprise de ces biens.

INVENTAIRE DES BIENS DU SERVICE

Il a été dressé un inventaire des biens mis à disposition du Sous-traitant dans le cadre des présentes.

Font l'objet d'annexes distinctes aux présentes les biens suivants :

- L'inventaire des biens de la Collectivité et mis à disposition (Annexe 6) ;
- L'inventaire des biens dédiés au service (Annexe 7) et comme tels nécessaires et qualifiés de biens de retour ;
- L'inventaire des biens utiles au service (Annexe 8) et comme tels qualifiés de biens de reprise.

Cet inventaire sera mis à jour au moins une fois par an à la date d'anniversaire du contrat par le Sous-traitant ou sur demande de l'Entrepreneur principal.

L'Entrepreneur principal remet, à compter de la date de prise d'effet des présentes, au Sous-traitant l'ensemble des biens existants constituant les missions sous-traitées.

Le Sous-traitant les prend en charge dans l'état où ils se trouvent et ne peut invoquer à aucun moment leur état pour se soustraire aux obligations du présent contrat.

A compter de cette remise, les dépenses liées à l'exploitation du service dans le cadre des missions sous-traitées sont à la charge du sous-traitant

REMISE DES INSTALLATIONS

A l'expiration du présent contrat, le Sous-traitant sera tenu de remettre gratuitement à l'Entrepreneur principal, en état normal d'entretien, tous les ouvrages et équipements qui font partie intégrante de la concession qu'ils aient été mis à disposition ou financés par lui, à charge pour l'Entrepreneur principal de remettre ces installations à la Collectivité à l'expiration de la Concession conformément à l'article 26 dudit contrat.

Les installations financées par le Sous-traitant, et faisant partie intégrante de la concession, seront remises à l'Entrepreneur principal gratuitement ou moyennant, si ces biens ne sont pas amortis, une indemnité payée par la Collectivité au Sous-traitant, égale à la valeur résiduelle non amortie des investissements réalisés, tels que ces montants résultent du compte prévisionnel d'exploitation, à charge pour l'Entrepreneur principal de remettre ces installations à la Collectivité à l'expiration de la Concession conformément à l'article 26 dudit contrat.

Dans l'hypothèse où certains investissements auraient été financés au moyen de contrats de crédit-baux, les biens reviendront gratuitement à l'Entrepreneur principal lequel sera substitué de plein droit au crédit-preneur dans l'exécution de ces contrats, ces contrats revenant en fin de concession à la Collectivité conformément à l'article 26 du contrat de concession liant l'Entrepreneur principal et l'Autorité concédante.

REPRISE DES BIENS

La Collectivité pourra reprendre contre indemnité les biens utiles à l'exploitation, financés en tout ou partie par le Sous-traitant affecté par lui à l'exécution des missions quoique ne faisant pas partie intégrante de la concession, ces biens étant mis gratuitement à disposition de l'Entrepreneur principal pour la durée restante de la Concession, à charge pour l'Entrepreneur principal de remettre ces biens à la Collectivité, sur sa demande, à l'expiration de la Concession conformément à l'article 26 dudit contrat.

Elle aura également la faculté de racheter le mobilier et les approvisionnements correspondant à la marche normale de l'exploitation. La valeur de reprise de ces biens sera fixée à l'amiable ou à dire d'expert et payée au Sous-traitant dans les trois mois qui suivent leur reprise par la Collectivité. Ces biens étant mis gratuitement à disposition de l'Entrepreneur principal pour la durée restante de la Concession, à charge pour l'Entrepreneur principal de remettre ces biens à la Collectivité, sur sa demande, à l'expiration de la Concession conformément à l'article 26 dudit contrat.

PERSONNEL

- Le Sous-traitant recrute et affecte à l'exécution des missions sous-traitées, le personnel en nombre suffisant et doté des qualifications nécessaires pour remplir les missions confiées par le présent contrat.

Sur simple demande de l'Entrepreneur principal et au moins une fois par semestre, le Sous-traitant devra communiquer à l'Entrepreneur principal la liste du personnel et le statut qui lui est applicable.

Le Sous-traitant informera l'Entrepreneur principal de toute affectation et de tout recrutement de personnel nouveau participant à l'exploitation du service délégué.

La liste du personnel sera communiquée chaque année à l'Autorité concédante dans le rapport du Déléataire.

- Le Sous-traitant est tenu d'exploiter les installations en conformité avec la législation et la réglementation régissant les conditions de travail des salariés.

Si les installations ne sont pas conformes, ou si de nouvelles lois ou réglementations imposaient leur amélioration, le Sous-traitant devra présenter à l'Entrepreneur principal, dans les meilleurs délais, un projet de mise en conformité.

Le personnel est exclusivement rémunéré par le Sous-traitant, charges sociales et patronales, autres frais et taxes compris. Il en sera ainsi notamment pour les mises en conformité d'installations appartenant à l'Autorité concédante exigées par l'Inspection du Travail ou des Caisses Régionales d'Assurances Maladies.

- A l'expiration du présent contrat, la situation des personnels directement engagés par le Sous-traitant est du ressort du seul Sous-traitant.

PERIODE D'EXPLOITATION

La période d'exploitation annuelle est fixée du 1er janvier au 31 décembre avec obligation d'ouverture en continu soit 7 jours sur 7 du 1er avril au 31 octobre (incluant les vacances de Pâques et les vacances de la Toussaint).

La période d'ouverture pourra être modifiée sur proposition du Sous-traitant afin de tenir compte de circonstances météorologiques défavorables avérées ou de toute autre circonstance relevant des justifications énoncées au présent contrat. Ces modifications doivent être approuvées par l'Entrepreneur principal et l'Autorité concédante.

EXPLOITATION DU SERVICE – MISSIONS GENERALES

Dans le cadre du présent contrat, le Sous-traitant s'engage à concourir au développement d'une politique d'exploitation du service concédé conforme à sa vocation et de nature à favoriser un large accès au public. Il s'engage à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la continuité, la qualité et la bonne organisation des missions spécifiques telles que visées aux présentes qui lui sont confiées.

Le Sous-traitant devra assurer les missions sous-traitées en professionnel compétent et y apporter tout son temps et ses soins de sorte à le faire prospérer.

Le Sous-traitant disposera, sans préjudice du droit de contrôle reconnu à l'Autorité concédante, d'une liberté totale pour l'organisation de son exploitation, sous réserve toutefois du strict respect des principes d'égalité des usagers, de continuité du service et des prescriptions du présent contrat notamment en matière de tarification, d'horaires d'ouverture, de niveau de qualité minimale attendu des prestations, ainsi que de toutes les prescriptions que l'Autorité concédante pourrait à tout moment imposer en considération de la préservation de l'intérêt public.

Le Sous-traitant sera seul responsable de toute contravention ou autre action qui pourrait être constatée par quelque autorité que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confié dans le cadre des présentes.

Le Sous-traitant devra veiller à ne rien faire ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner la dépréciation, la diminution du rendement ou la cessation d'exploitation, même provisoire, du service sous-traité.

En particulier, les missions, obligations et engagements mentionnés au présent contrat sont à la charge du Sous-traitant.

EVOLUTION DES MISSIONS

Le Sous-traitant pourra faire toute proposition pour l'évolution et l'amélioration des missions qui lui sont confiées ou l'aménagement d'activités annexes.

Ces missions, qui devront faire l'objet d'une autorisation préalable et expresse de l'Entrepreneur principal et de l'Autorité concédante, ne devront entraîner aucune charge financière pour ceux-ci, ni mettre en cause la qualité et la continuité du service public.

CONTINUITE DU SERVICE PUBLIC

Le Sous-traitant est tenu d'assurer la continuité du service au moyen des missions qui lui sont confiées.

L'Entrepreneur principal devra être informé immédiatement de toute interruption de l'exploitation, quelle qu'en soit la cause (hors circonstances météorologiques avérées), supérieure à quatre (4) jours, qui n'aurait pu être prévue.

Tout arrêt pour raison technique ou pour quelque cause que ce soit, supérieur à sept (7) jours, devra être prévu en accord avec l'Entrepreneur principal.

En cas d'arrêt du service, le Sous-traitant pourra voir sa responsabilité recherchée dans les conditions prévues dans le présent contrat, sauf dans les hypothèses suivantes :

- Arrêt du service dû à un manquement de l'Entrepreneur principal ou de l'Autorité concédante à l'une quelconque des obligations de faire ou de ne pas faire lui incombant au titre du présent contrat et présentant pour le Sous-traitant un caractère de force majeure,
- Evènement extérieur, indépendant de la volonté du Sous-traitant, imprévisible et qui rend impossible la poursuite de l'exécution du contrat.

FOURNITURES

Le Sous-traitant prendra à son compte, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent contrat, l'ensemble des abonnements, frais d'installation et d'usage des compteurs d'eau, de gaz et d'électricité et plus généralement toutes autres sources de fluides ou d'énergie dont il acquittera de façon régulière les primes et cotisations de sorte que l'Entrepreneur principal et l'Autorité concédante ne soient jamais inquiétés à ce sujet.

Il sera laissé toute latitude au Sous-traitant pour faire installer à ses frais, s'il le juge pertinent, pendant la durée de la sous-traitance, ligne téléphonique et réseau Internet. Les abonnements et consommations découlant de ces installations seront à la charge exclusive du Sous-traitant.

REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est destiné à assurer une parfaite information des usagers.

Il est affiché par le Sous-traitant à l'entrée des bâtiments concédés dans le cadre des présentes.

Toute modification ultérieure du règlement intérieur sera soumise à l'approbation de l'Autorité concédante.

Un affichage spécial des tarifs en vigueur sera enfin effectué de manière à être clairement lisible par les usagers.

Le Sous-traitant s'engage en outre à respecter et faire respecter sous sa responsabilité le règlement du camping, notamment en sa partie afférente à l'espace restauration.

HYGIENE, SECURITE, BRUIT

Le Sous-traitant est tenu d'utiliser les équipements et biens sous-traités conformément à la réglementation en vigueur, présente et à venir, notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de bruit. Il est personnellement chargé de l'obtention de toutes les autorisations et de l'accomplissement de toutes les formalités requises à cet effet.

Le Sous-traitant mettra en œuvre toute mesure propre à garantir la tranquillité des lieux avoisinants.

L'Autorité concédante reste cependant responsable de l'obtention des autorisations administratives conditionnant l'existence même de l'activité concédée, à savoir le cas échéant :

- Autorisations d'urbanisme,
- Autorisations liées aux établissements recevant du public et aux établissements de type bar/restauration et mise en œuvre de l'agenda d'accessibilité programmée.

En particulier, le Sous-traitant a à sa charge :

- La réalisation des contrôles réglementaires (légionnelles, électricité, gaz, extincteurs, etc.) par des organismes dûment agréés et indépendants,
- Le renouvellement des extincteurs identifiés comme réformés.

ENTRETIEN ET TRAVAUX

Tous les biens du service mis à disposition du Sous-traitant sont entretenus en bon état de fonctionnement, de conservation et d'aspect et réparés par les soins du Sous-traitant.

L'entretien à la charge du Sous-traitant est tant préventif que curatif. Tous les travaux et prestations occasionnés directement ou indirectement par un manque d'entretien sont à la charge du Sous-traitant.

Après avoir pris possession des lieux et biens concédés dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en vigueur du présent contrat, le Sous-traitant assure à ses frais, le nettoyage et l'entretien courant des équipements immobiliers et mobiliers entrant dans le champ de la concession et notamment :

- L'entretien courant des éléments mobiliers mis à disposition,
- L'entretien courant et le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres, cloisons, plafonds, menuiseries intérieures et extérieures). Le Sous-traitant veille dans le même temps régulièrement à l'enlèvement et à l'évacuation des déchets,

L'ensemble des travaux d'entretien courant doit contribuer à maintenir, durant toute la durée de la sous-traitance, les biens et équipements sous-traités en parfait état de fonctionnement et d'exploitation effective.

Les travaux sont effectués en conformité avec la réglementation en vigueur notamment avec les règles d'hygiène, de sécurité et de bruit applicables à l'activité concédée.

Faute par le Sous-traitant de pourvoir à l'entretien des biens du service, l'Entrepreneur principal peut faire procéder, aux frais du Sous-traitant, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, après une mise en demeure restée sans résultat.

En cas de mise en danger des personnes, telle que définie à l'article 223-1 du Code Pénal, l'Entrepreneur principal et/ou l'Autorité concédante sont habilités à intervenir sans délai, sans préjudice des poursuites pénales éventuellement ouvertes.

Les travaux de réparations effectués sur les biens et équipements concédés et les biens et équipements construits par le Sous-traitant, sont à la charge exclusive du Sous-traitant.

Ils sont exécutés dans les plus brefs délais dès lors que le défaut en est constaté contradictoirement entre l'Entrepreneur principal et le Sous-traitant sur le fondement de l'état des lieux rédigé à l'entrée en sous-traitance. Toute latitude est alors laissée au Sous-traitant d'agir ultérieurement contre les auteurs des dégâts.

Le Sous-traitant conserve une obligation de surveillance et d'alerte. Il lui revient d'informer l'Entrepreneur principal dans les plus brefs délais de tout dysfonctionnement constaté susceptible d'engendrer à terme des travaux de grosses réparations.

Le Sous-traitant s'abstient, sauf urgence absolue justifiée pour la sauvegarde des biens ou la poursuite d'exploitation, de faire procéder aux travaux de grosses réparations pendant la période d'ouverture estivale telle que déterminée par le présent contrat.

TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT

Le Sous-traitant doit renouveler à ses frais les équipements, mobiliers et matériels sous-traités devenus inutilisables pour quelque raison que ce soit, y compris l'usure normale et vétusté, de telle sorte que le parc des équipements, mobiliers et matériels concédés, selon l'inventaire annexé, soit toujours au moins égal à celui qui a été confié au Sous-traitant.

Les équipements, mobiliers et matériels ainsi acquis sont la propriété directe et immédiate de l'Autorité concédante.

A cet effet, le Sous-traitant constitue dans ses comptes d'exploitation une provision pour renouvellement et travaux suffisante.

POLITIQUE TARIFAIRE

Les tarifs des services sont proposés par le Sous-traitant de façon à assurer l'équilibre de l'exploitation.

Il devra informer l'Entrepreneur principal de la gamme complète des prestations qu'il envisage et des tarifs qu'il propose. Ainsi, les tarifs de l'année suivante seront fournis par le Sous-traitant au plus tard le 15 octobre n-1, lequel transmettra ces tarifs en même temps que sa propre politique tarifaire à l'Autorité concédante pour validation par le conseil municipal.

INCITATION DU SOUS-TRAITANT A LA PERFORMANCE

Le Sous-traitant doit tout mettre en œuvre pour maintenir, voire accroître le niveau de classement initial délivré par la Préfecture sur la base des normes en vigueur à l'ouverture.

Le camping est actuellement classé 3 étoiles et exerce ses missions dans le respect des labels « Ecolabels », « Camping Qualité » et « Tourisme Handicap ».

REDEVANCE

- Les recettes issues de l'exécution des missions seront conservées par le Sous-traitant.
- En contrepartie de la mise à disposition des équipements, le Sous-traitant versera à l'Entrepreneur principal une redevance fixée pour la durée des présentes comme suit :
 - Part fixe conventionnelle de SIX MILLE (6.000,00) Euros HT ;
 - Part variable conventionnelle (CA Restaurant de l'année - CA Restaurant de référence) x 0.07 à l'issue du programme d'investissements tel que figurant au contrat de Concession principal ;

Les impôts et taxes liés à l'exploitation du service confié au Sous-traitant sont à sa charge exclusive.

- Une redevance spéciale liée à la sous-traitance de la jouissance exclusive et l'exploitation de la licence IV sera versée à l'Entrepreneur principal pour un montant fixe total de 600,00 € HT pour la durée des présentes.

FACULTE DE SUBSTITUTION DE L'AUTORITE CONCEDANTE

L'Autorité concédante, ou toute personne désignée par elle, conserve la faculté de se substituer à l'Entrepreneur principal pour l'exécution des présentes dans le cas où il serait mis fin au contrat de concession principal, et ce pour quelque raison que ce soit.

DELEGATION

La délégation totale ou partielle du présent contrat est interdite.

SOUS-TRAITANCE

Le Sous-traitant ne peut en aucun cas céder, faire apport ou sous-traiter tout ou partie des missions faisant l'objet du présent contrat.

CLAUDE DE REVOYURE

A l'issue d'une période d'exploitation fixée à XX, les parties se rencontreront afin d'établir le bilan technique et financier de cette première période d'exploitation et proposeront soit de poursuivre l'exécution de la Sous-traitance conformément aux stipulations de la présente convention soit de prendre de nouvelles dispositions telle que la cession du présent contrat à un tiers présentant des garanties d'un niveau au moins équivalent à celle ayant prévalu à la désignation du Sous-traitant, soit de mettre fin à la présente sous-traitance.

Dans ce dernier cas, l'échéance du terme sera fixée par convention au 30 septembre de l'année en cours.

Toute modification du présent contrat devra être approuvée par avenant et conformément aux dispositions en vigueur.

SANCTIONS PECUNIAIRES

Le Sous-traitant demeure responsable envers l'Entrepreneur principal de toute sanction pécuniaire infligée à celui-ci par l'Autorité concédante en cas de non-respect des obligations imposées au Sous-traitant dans le cadre du présent contrat et notamment :

- Interruption générale ou partielle du fonctionnement du service consécutive à une faute du Sous-traitant ;
- Non-respect des obligations des labels ;
- Non-respect des règles en matière d'hygiène et de sécurité ;

RESILIATION

Le présent contrat est résilié de plein droit et sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire :

- Lorsque le contrat de concession principal est lui-même résilié sans qu'il y ait faute de l'Entrepreneur principal.

Dans ce cas, aucune indemnité n'est due de part ni d'autre. Toutefois, dans le cas où une indemnité est versée par l'Autorité concédante à l'Entrepreneur principal, celui-ci est tenu de répartir au Sous-traitant concerné, en proportion du préjudice qu'il a subi, la part d'indemnité correspondant au préjudice retenu par l'Autorité concédante pour les missions sous-traitées.

- Lorsque le contrat de concession principal est résilié aux torts de l'Entrepreneur principal.
- Lorsque l'Autorité concédante refuse d'homologuer le Sous-traitant.

La défaillance contractuelle dûment établie du Sous-traitant peut entraîner de plein droit la résiliation du contrat après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec AR.

Cette mise en demeure comporte :

- l'indication des manquements auxquels il doit être mis fin,
- la référence aux dispositions du présent article,
- éventuellement, les dispositions qui doivent être mises en œuvre par le Sous-traitant.

Lorsque la mise en demeure est restée infructueuse à l'expiration d'un délai de HUIT (8) jours, l'Entrepreneur principal peut résilier le contrat dans sa totalité ou pour les seules obligations dont la carence du Sous-traitant est établie.

L'Entrepreneur principal notifie au Sous-traitant par L.R.A.R., la décision de résiliation et la date à laquelle il sera procédé à un constat contradictoire d'état des lieux.

Cette résiliation s'effectue sans préjudice de la mise à la charge du Sous-traitant de tous les coûts, retards et conséquences dommageables dus à sa défaillance.

NON-SOUMISSION AU STATUT DES BAUX COMMERCIAUX

En considération de la domanialité publique afférente aux biens support de l'exercice des missions sous-traitées, les parties conviennent expressément que le présent contrat n'a pas pour objet la location de locaux commerciaux au sens des dispositions du Code de commerce relatives aux baux commerciaux.

En conséquence, les parties déclarent et reconnaissent que les règles régissant les baux commerciaux, telles que définies par le Code de commerce ou toute autre législation applicable en la matière, ne s'appliquent pas au présent contrat.

Les parties conviennent que les présentes ne confèrent aucun droit au Sous-traitant de se prévaloir du statut des baux commerciaux, y compris notamment en ce qui concerne la durée de l'occupation, les conditions de résiliation et les droits de renouvellement.

Les parties conviennent en outre de renoncer à tout recours fondé sur l'application du statut des baux commerciaux en relation avec le présent contrat.

IMPOTS

Tous les impôts ou taxes établis par l'État et ses établissements publics, les Collectivités territoriales et les établissements publics de coopération, y compris les impôts relatifs aux immeubles du Service, sont à la charge du Sous-traitant.

Toutefois, l'impôt foncier reste à la charge de l'Autorité concédante.

LICENCE DE DEBIT DE BOISSONS

Le Sous-traitant fera à la Mairie, toutes demandes, formalités et déclarations utiles pour faire procéder à la mutation à son nom, de la licence de débit de boissons de 4^{ème} catégorie, dont la jouissance est présentement sous-traitée.

Etant précisé que la réalisation de ces démarches n'entraînera en aucun cas un transfert de propriété de la licence de débit de boissons au profit du Sous-traitant, ladite licence demeurant la propriété de l'Autorité Concédante et constituant un Bien de Retour.

De son côté, l'Entrepreneur principal s'oblige à prêter son concours au Sous-traitant pour effectuer toutes démarches et déclarations de mutation nécessaires, et à produire à l'administration toutes pièces justificatives qu'elle pourrait réclamer en vertu de la régularisation de la mutation en jouissance de la licence.

A l'expiration du délai de 15 jours qui suivra ces déclarations, le Sous-traitant aura la jouissance de la licence présentement mutée, qu'il pourra exploiter seulement dans l'étendue du Service sous-traité.

Le Sous-traitant acquittera envers l'Entrepreneur principal toutes les taxes et redevances relatives à la licence qui lui est sous-traitée, à compter du jour où elle aura été mutée à son nom, les redevances antérieures restant à la charge de l'Entrepreneur principal.

Le Sous-traitant déclare ne pas se trouver dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi pour l'exploitation d'une telle licence.

Le Sous-traitant déclare avoir été informé par le rédacteur des présentes des dispositions de l'article L.3332-1-1 du Code de la santé publique ci-après littéralement rapportées :

« Une formation spécifique sur les droits et obligations attachés à l'exploitation d'un débit de boissons ou d'un établissement pourvu de la "petite licence restaurant" ou de la "licence restaurant" est dispensée, par des organismes agréés par arrêté du ministre de l'intérieur et mis en place par les syndicats professionnels nationaux représentatifs du secteur de l'hôtellerie, de la restauration, des cafés et discothèques, à toute

personne déclarant l'ouverture, la mutation, la translation ou le transfert d'un débit de boissons à consommer sur place de deuxième, troisième et quatrième catégories ou à toute personne déclarant un établissement pourvu de la "petite licence restaurant" ou de la "licence restaurant".

A l'issue de cette formation, les personnes visées à l'alinéa précédent doivent avoir une connaissance notamment des dispositions du présent code relatives à la prévention et la lutte contre l'alcoolisme, la protection des mineurs et la répression de l'ivresse publique mais aussi de la législation sur les stupéfiants, la revente de tabac, la lutte contre le bruit, les faits susceptibles d'entraîner une fermeture administrative, les principes généraux de la responsabilité civile et pénale des personnes physiques et des personnes morales et la lutte contre la discrimination. Cette formation est obligatoire. Elle donne lieu à la délivrance d'un permis d'exploitation valable dix années. À l'issue de cette période, la participation à une formation de mise à jour des connaissances permet de prolonger la validité du permis d'exploitation pour une nouvelle période de dix années. »

REGISTRE DE SECURITE

L'Entrepreneur principal déclare qu'il n'existe pas de registre de sécurité, ce que reconnaît expressément le Sous-traitant.

INSTALLATION ELECTRIQUE

L'Entrepreneur principal déclare ne pas avoir fait exécuter de contrôle des installations électriques

Le Sous-traitant reconnaît avoir été averti par le rédacteur des présentes, des risques qu'il encourt à ce sujet, notamment s'il advenait que des travaux plus ou moins importants s'avèrent nécessaires pour les mises en conformité de l'installation électrique, mais a persisté dans son intention d'acquiescer, sans recours contre qui que ce soit, le prix des présentes en tenant compte.

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fixe le principe d'une accessibilité généralisée intégrant tous les handicaps. Tous les établissements recevant du public (ERP) sont concernés par cette réglementation. Ils doivent être accessibles aux personnes atteintes d'un handicap (moteur, auditif, visuel ou mental) et aux personnes à mobilité réduite (personne âgée, personne avec poussette, etc.).

L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations, et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

Il existe cinq catégories en fonction du public reçu.

Seuil d'accueil de l'ERP	Catégorie
Plus de 1500 personnes de 701 à 1500 personnes de 301 à 700 personnes Moins de 300 personnes (sauf 5ème catégorie)	1ère 2ème 3ème 4ème
Au-dessous du seuil minimum fixé par le règlement de sécurité (art. R123-14 du CCH). Dans cette catégorie : - le personnel n'est pas pris en compte dans le calcul de l'effectif, - les règles en matière d'obligations sécuritaires sont allégées.	5ème

Le Sous-traitant déclare être informé que les caractéristiques des locaux, de ses installations et de ses dégagements, doivent répondre aux obligations réglementaires et être en rapport avec l'effectif de la clientèle qu'il envisage de recevoir dans le cadre de son activité.

Les règles de sécurité de base pour les établissements recevant du public sont les suivantes :

- tenir un registre de sécurité,
- installer des équipements de sécurité : extincteur, alarme, éclairage de sécurité, sécurité incendie, antivols, matériaux ayant fait l'objet de réaction au feu pour les aménagements intérieurs, afficher le plan des locaux avec leurs caractéristiques ainsi que les consignes d'incendie et le numéro d'appel de secours,
- utiliser des installations et équipements techniques présentant des garanties de sécurité et de bon fonctionnement,
- ne pas stocker ou utiliser de produits toxiques, explosifs, inflammables, dans les locaux et dégagements accessibles au public.

L'Entrepreneur principal déclare que les locaux sont susceptibles de ne pas répondre à l'intégralité des normes ci-dessus évoquées.

Il déclare par ailleurs ne pas avoir fait de dépôt d'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) avant le 27 septembre 2015.

Le Sous-traitant déclare vouloir faire son affaire, pour l'avenir, de toute demande de mise en conformité qui lui serait notifiée pour l'établissement faisant l'objet des présentes, tant au titre du local d'exploitation lui-même qu'au titre des équipements et des matériels d'exploitation, étant en outre déclaré par ce dernier qu'il a parfaitement connaissance des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de sécurité des biens et des personnes et d'accessibilité aux personnes handicapées, propres à l'activité du fonds objet des présentes, et notamment pour les établissements recevant du public (ERP). Le rédacteur rappelle aux parties l'obligation d'adresser à l'autorité préfectorale du lieu de l'établissement une attestation justifiant de l'accessibilité de l'établissement (y compris en cas de dérogation), accompagnée de pièces justificatives, sous peine d'une amende forfaitaire de 1 500 Euros, applicable pour un ERP de 5^{ème} catégorie.

Si des travaux sont prescrits par l'autorité administrative ou tout organisme habilité postérieurement à la date des présentes, ceux-ci seront pris en charge par le Sous-traitant qui reconnaît avoir visité les lieux et avoir une connaissance précise de l'état des locaux et installations du fonds ainsi que de la réglementation particulière à l'activité.

CONFIDENTIALITE – DIFFERENDS

Le Sous-traitant s'engage à ne divulguer à tout tiers, pendant la durée du contrat et sans limitation de temps ensuite, aucune information relative à l'exécution des présentes ni aux procédés ou formules techniques et/ou commerciales dont il aurait pu avoir connaissance dans le cadre de l'exécution des présentes.

En cas de survenance d'un litige quelconque relatif à la conclusion, à l'exécution, à l'interprétation, ou à la rupture des présentes, les Parties conviennent, préalablement à la saisine d'une quelconque juridiction, y compris arbitrale, de se rapprocher afin de négocier de bonne foi une issue au contentieux les opposant.

En cas d'échec dûment constaté par les deux Parties ou en cas d'absence d'accord UN (1) mois après la date du début de la négociation, la partie la plus diligente saisira les juridictions compétentes.

AUTONOMIE

Il est expressément précisé que les Parties conservent, dans le cadre de l'exécution des présentes, une totale autonomie, notamment en matière juridique, économique, fiscale ou sociale.

Il est notamment précisé que, dans l'esprit des Parties, le présent contrat ne saurait en aucun cas constituer un contrat de travail, un mandat d'intérêt commun ou un contrat de société.

LANGUE CONTRACTUELLE

Tout document écrit afférent à la conclusion, l'exécution ou la rupture du présent contrat devra être rédigé en langue française que les parties élisent pour seule et unique langue contractuelle.

Ce contrat a été préparé et négocié en français.

Dans l'hypothèse d'une quelconque traduction de tout ou partie de ce contrat dans une autre langue, cette nouvelle version devra être construite et interprétée sur la base de la version française initiale.

En cas de litige, seule la version française prévaudra.

LOI APPLICABLE

Les modalités de conclusion, d'exécution, d'interprétation et de rupture du présent contrat ainsi que l'intégralité de ses suites seront soumises aux dispositions de la seule loi française, à l'exclusion de toute autre.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat et de ses suites, les Parties élisent domicile en leur siège social et adresse respectifs mentionnés en tête des présentes.

DECLARATIONS

Les Parties déclarent en outre :

- ne pas et n'avoir jamais été en état de faillite, règlement judiciaire, liquidation des biens, redressement ou liquidation judiciaires ou cessation de paiement ;
- ne pas se trouver dans une situation ou soumis à une mesure quelconque de nature à restreindre leur capacité ou leur pouvoir.

Fait à

Le

En trois exemplaires originaux, dont un pour l'Autorité concédante,

L'Entrepreneur principal,
Pour la Sté CPH CAMPING LES PRES HAUTS,
M. Franck VELAY

Le Sous-traitant,
Pour la Sté LA BONNE ADRESSE
M. Sébastien PARY

Annexes :

1. Contrat de concession de service public du 1^{er} octobre 2021 et ses annexes ;
2. Plan des locaux du Service sous-traité ;
3. Inventaire ;
4. Licence de débit de boissons ;
5. Extrait Kbis du Sous-traitant ;
6. Inventaire des biens de la collectivité mis à disposition ;
7. Inventaire des biens dédiés au service ;
8. Inventaire des biens utiles au service.